

4 menaces dans un monde en boom

La mondialisation vit sur un volcan. Si la croissance est enfin de retour, partout règne l'incertitude politique et financière.

Jamais l'économie mondiale n'a paru aussi tonique depuis vingt ans. La production de l'ensemble de la planète a crû de presque 6,5 % l'an au troisième trimestre, plus vite que dans les folles années des bulles Internet et télécoms.

Ce regain de vigueur vient d'abord des Etats-Unis, dopés aux baisses d'impôts et aux dépenses militaires. Mais, contrairement à la situation qui prévalait à la fin des années 90, l'Oncle Sam n'est plus la seule machine à créer de la prospérité. Il faut désormais compter avec l'Asie, grande gagnante d'une décennie de mondialisation échevelée. En 2003, l'Amérique du Nord a créé près de 320 milliards de dollars de richesse nouvelle, à peine 20 milliards de plus que le Japon, la Chine, l'Inde et leurs satellites. Elle aurait même été dépassée si l'épidémie de Sras n'avait pas donné un brutal coup d'arrêt à l'activité. A elles seules, ces deux zones ont généré près de 80 % de la croissance mondiale des douze derniers mois. L'Europe n'a apporté qu'une modeste contribution : 7 % seulement !

Alimenté par ces deux moteurs, le commerce international repart de plus belle. A 9 000 milliards de dollars, il représente désormais le quart de la production mondiale. Depuis la chute du mur de Berlin, il a assuré à lui seul le tiers de l'expansion mondiale, soit deux fois plus que dans les années 70. Notamment grâce à la révolution des technologies de l'information, qui a permis aux multinationales américaines, européennes ou japonaises de délocaliser leurs usines et leurs services informatiques en Amérique latine, en Europe centrale et surtout en Asie, où la main-d'œuvre qualifiée est disponible en abondance et à des coûts imbattables.



Les échanges planétaires ont doublé en treize ans, mais ils ne sont pas à l'abri d'un coup

Jamais, pourtant, ce nouvel ordre mondial n'a paru autant fragilisé par la menace terroriste qui perdure malgré l'arrestation de Saddam Hussein. Cette menace va prélever sa dîme « stagflationniste » sur l'économie mondiale en freinant la circulation des hommes et des marchandises, et en maintenant sous pression les prix du pétrole. Ce risque se développe au moment même où les déséquilibres financiers atteignent une ampleur sans précédent depuis la Seconde Guerre mondiale. Le plus dangereux est l'abysse déficit commercial américain, qui menace le dollar, risque de déclencher une guerre monétaire, et de relancer le protectionnisme, pas seulement aux Etats-Unis. Au-delà des gesticulations de George W. Bush, c'est l'ensemble des pays riches qui voient partir leurs usines et leurs emplois à une échelle jamais vue.

1. Le spectre de la contagion terroriste

Depuis le 11 septembre 2001, le terrorisme est devenu une donnée structurelle dans la vie de la mondialisation. L'arrestation de Saddam Hussein ne changera rien à l'activisme des cellules terroristes des émules d'Al-Qaïda. Le bilan de ces deux dernières années est terrible : après l'Indonésie, la Tunisie et l'Arabie saoudite, c'est à la Turquie que les islamistes se sont attaqués par deux fois en quinze jours, en novembre. Et les services secrets occidentaux redoutent désormais des actions spectaculaires aux Etats-Unis et chez leurs alliés.

Ce climat d'insécurité a un coût : le transport des marchandises par bateau ou par avion est ralenti par les mesures de contrôle ; les primes d'assurance s'envolent ; les voyages d'affaires sont réduits au minimum, les touristes évitent les longs trajets aériens et les destinations sensibles comme le Moyen-Orient ou certains pays d'Asie. Ainsi, le nombre de voyageurs internationaux n'a pas retrouvé les niveaux d'avant le 11 septembre 2001, alors qu'il augmentait sans cesse depuis 1945.

Autre effet amplificateur de la mondialisation : le comportement des grandes multinationales. « Une catastrophe qui affecte leur activité dans un pays les incite à la prudence dans le monde entier », estiment les experts de CDC Ixis. Qu'un drame survienne à Los Angeles, à Chicago ou à Tokyo, et il aura des répercussions dans l'Hexagone à travers les quinze sociétés françaises du CAC 40 qui réalisent plus de 20 % de leur chiffre d'affaires en Amérique du Nord, ou par le biais de celles dont plus de la moitié de l'activité se situe hors d'Europe, comme Accor, Aventis, EADS, Lafarge, Michelin, L'Oréal ou Thales.

La peur des attentats pourrait aussi raboter le pouvoir d'achat des consommateurs occidentaux. Les prix du pétrole ont peu de chance de chuter durablement au-dessous de 30 dollars le baril. La fin de la cavale de Saddam Hussein ne provoquera qu'un repli temporaire des cours. L'Opep, qui poursuit une stratégie de prix élevés, n'ouvrira pas les vannes, voire les resserera si la production irakienne revient plus vite que prévu sur le marché.

Si ce climat d'insécurité globale affaiblit la croissance et crée de l'inflation, il ne suffira pas, pourtant, à casser la reprise mondiale. L'or noir, sauf flambée à plus de 40 dollars le baril, ne ponctionnera pas plus de 0,2 point de croissance dans les pays développés en 2004. « L'économie

“ Désormais, le grand risque, ce sont les attentats biologiques ”

Il faut distinguer deux types de terrorisme : celui qui est réel, et celui que l'on craint. Le premier produit des dégâts, mais le plus souvent pendant une période assez brève et sur un territoire assez restreint. Les attentats de Bali, de Djerba ou d'Istanbul ont été un choc sur le coup, mais pas de nature à déstabiliser l'économie mondiale. Les attentats du 11 septembre ont, en revanche, une autre dimension.

Notamment en incarnant désormais le terrorisme que l'on craint. C'est ce dernier qui coûte le plus cher sur le plan économique, parce qu'il ralentit la libre circulation des personnes et des marchandises et parce qu'il engendre de lourdes dépenses de sécurité. Al-Qaïda cherche à avoir un impact maximal sur l'opinion internationale en

visant des cibles qui symbolisent les échanges d'hommes, de marchandises, les échanges culturels, tout ce qui fait la mondialisation. Le plus gros risque, aujourd'hui, est que surviennent des attentats biologiques. Des agents microbiens pourraient être répandus sur la planète à la vitesse de l'avion ou du bateau. Une autre menace provient des centaines de milliers de tonnes d'armements irakiens non utilisés, qui vont se retrouver sur le marché et être vendus au plus offrant. Dernier danger : que les Etats-Unis, malgré le succès de l'arrestation de Saddam Hussein, finissent par laisser l'Irak dans le chaos, ouvrant la porte au radicalisme islamique. Au risque de déstabiliser toute la région. ”



MICHEL DELUC

François Heisbourg, directeur de la Fondation pour la recherche stratégique.



d'arrêt, comme après le 11 septembre 2001.

“ Bush aura du mal à résister à la défiance des marchés

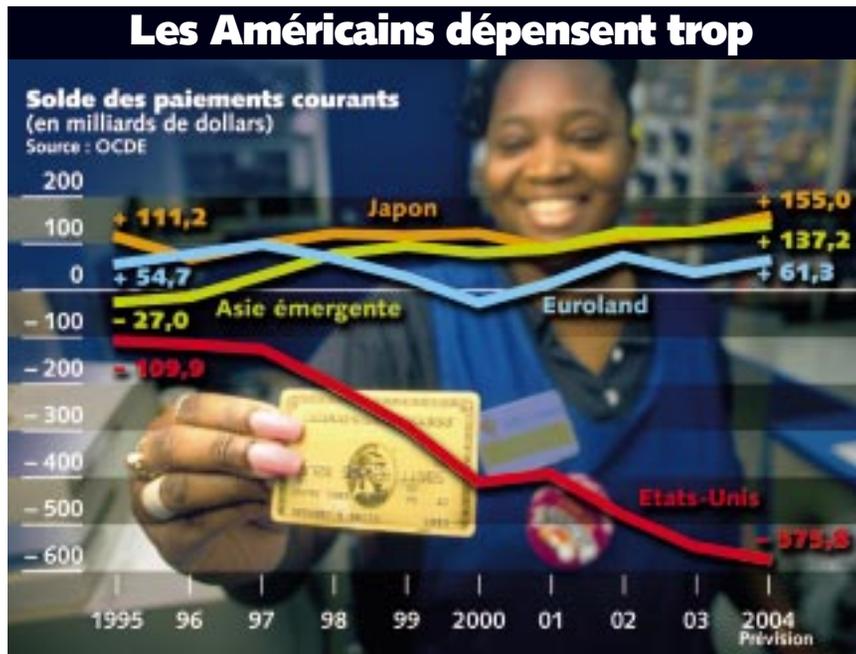
Au cours des années 90, l'économie mondiale a été exclusivement tirée – à 96 % ! – par les Etats-Unis. Les Américains, en dernier ressort, ont été les consommateurs de la planète, ce qui a creusé leurs déficits commerciaux comme jamais, et gonflé d'importants excédents dans les pays fournisseurs. Il est stérile de rejeter la responsabilité de la situation sur tel ou tel pays. Il est vrai que l'Amérique vit au-dessus de ses moyens, mais le reste du monde est bien content de trouver des débouchés pour ses produits. Toujours est-il que ces



Stephen Roach, directeur des études économiques de Morgan Stanley.

déséquilibres ne pourront s'accroître indéfiniment. Leur résorption passe inévitablement par une baisse du dollar, la seule variable d'ajustement au niveau de la planète. Le billet vert a déjà reculé de 10 % par rapport aux grandes monnaies au cours des vingt-deux derniers mois, et l'histoire montre qu'il faudrait qu'il

baisse encore d'autant pour rééquilibrer les échanges internationaux. Le plus difficile est de prévoir si cet ajustement se fera lentement et sans dégâts ou s'il sera brutal et déstabilisateur pour l'économie mondiale. Beaucoup sont aujourd'hui convaincus que l'administration Bush ne laissera pas s'effondrer le dollar avant l'élection présidentielle. Mais il n'est pas sûr qu'elle ait les moyens de s'opposer à une éventuelle vague de défiance des marchés financiers. ”



La boulimie de consommation aux Etats-Unis creuse les déficits extérieurs que financent les épargnants du reste du monde. Pour combien de temps encore ?

américaine est beaucoup plus solide qu'au moment des attentats du 11 septembre 2001 ou qu'au début de la guerre en Irak », assure Jeremy Peat, le chef économiste de la Royal Bank of Scotland.

Sur les marchés financiers, enfin, les investisseurs pourraient fuir le risque, comme après les attentats d'Istanbul. Une mauvaise nouvelle pour les Bourses, mais une bonne pour les marchés obligataires. Du coup, une hausse des taux d'intérêt à long terme dans les grands pays, susceptible de déstabiliser les ménages américains surendettés ou les entreprises européennes qui commencent à réinvestir, semble peu probable, malgré l'ampleur des déficits publics aux Etats-Unis, au Japon et en Europe.

2. La démesure des déficits américains

La menace terroriste revient planer sur l'économie mondiale au moment où celle-ci est fragilisée par des déséquilibres financiers sans précédent depuis la Seconde Guerre mondiale. Le danger principal est constitué par le déficit commercial américain, deux fois plus lourd qu'à la fin des années 80, quand il avait provoqué une vertigineuse glissade du dollar et une envolée des taux d'intérêt à long terme. « Une situation intenable », déclarait dans un langage peu diplomatique Jean-Philippe Cotis, le chef

économiste de l'OCDE, fin novembre. Parce que les consommateurs américains boulimiques ont fait tourner toutes les usines de la planète durant les années 90, et aujourd'hui à coups de baisses d'impôts qui gonflent les déficits publics, les Etats-Unis ont accumulé un déficit extérieur record de plus de 500 milliards de dollars en 2003, qui pourrait atteindre 600 milliards en 2004, soit 6 % du PIB ! Aucun pays n'a supporté un tel fardeau sans que sa monnaie finisse par plonger pour rééquilibrer les échanges.

Pour l'instant, ce trou est en grande partie comblé par les investisseurs privés et par les banques centrales asiatiques, qui apportent presque la moitié des 2,2 milliards de dollars dont les Etats-Unis ont besoin chaque jour pour équilibrer leurs comptes. Tout le monde y gagne, puisque, pour les pays d'Extrême-Orient, cela revient à prêter aux ménages américains afin que ceux-ci achètent à bon marché les pantalons, télévisions, réfrigérateurs ou voitures fabriqués dans leurs usines.

Combien de temps encore ce mécanisme diabolique va-t-il fonctionner ? « Pendant les années de la bulle, il n'était pas difficile d'attirer l'épargne du monde entier en lui faisant miroiter les profits mirobolants des stars de la Silicon Valley, explique François Chevallier, l'économiste de VP Finance. Il est en revanche moins enthousiasmant pour un étranger de financer la guerre en Irak et les cadeaux fiscaux de George W. Bush. » Le retour de la croissance dans l'archipel nippon et dans le reste de l'Asie pourrait en

outre inciter les épargnants asiatiques à investir près de chez eux plutôt qu'aux Etats-Unis, et à ralentir l'achat de titres américains. Les banques centrales de Chine, de Corée, du Japon ou de Taïwan, qui ont accumulé 800 milliards de réserves dans leurs coffres pour maintenir le billet vert à flot, auront alors un rôle crucial à jouer. Si elles ne peuvent s'opposer à une glissade sur un marché des monnaies où s'échangent plus de 1 000 milliards de dollars par jour, elles ont les moyens d'empêcher une chute brutale, déstabilisatrice pour l'économie mondiale. Une arme de poids face à Washington, au moment où s'intensifie la guerre monétaire et commerciale entre les deux rives du Pacifique.

3. L'engrenage de la guerre des monnaies

Jamais les tensions monétaires n'ont été aussi vives depuis l'éclatement du système de Bretton Woods, en 1971, et les accords du Plaza et du Louvre, en 1985 et 1987. Un pas supplémentaire dans ce qui ressemble à une

guerre des changes a été franchi le 20 septembre lorsque les ministres des Finances des sept pays les plus industrialisés, réunis à Dubaï, ont appelé à « davantage de flexibilité dans les taux de change pour rééquilibrer en douceur l'économie mondiale ».

Principales cibles visées : les pays asiatiques, Chine en tête, qui profitent de leurs monnaies sous-évaluées pour exporter massivement, et achètent des tombereaux de dollars pour éviter qu'elles ne s'apprécient. Pékin, qui a ancré le yuan au billet vert depuis 1994, est particulièrement visé. Sa stratégie irrite la Maison-Blanche et les lobbys industriels, furieux de creuser avec la Chine leur plus gros déficit commercial – plus de 100 milliards de dollars en 2003 !

Pour les experts du Sénat américain, pas de doute : le yuan est sous-évalué de presque 30 %. Nombre de sénateurs font aujourd'hui pression pour frapper les importations chinoises d'une taxe du même ordre si Pékin continue de rester sourd aux injonctions du secrétaire au Trésor, John Snow. Une telle décision serait catastrophique pour les entreprises américaines qui produisent ou s'approvisionnent dans l'empire du Milieu. Cela



Les banques centrales d'Asie achètent du dollar afin que leurs monnaies restent compétitives. Ce qui irrite les Etats-Unis.

1) Scannez



2) Concrétisez



3) Imprimez



FIGOFL.COM

“ La baisse du dollar ne réglera pas les déséquilibres

La baisse du dollar est potentiellement dangereuse et pourrait déboucher sur une véritable crise monétaire internationale. Elle risque en effet d'exacerber les conflits d'intérêts latents entre l'Amérique et l'Europe, d'une part, et entre l'Amérique et l'Asie, d'autre part. Les tensions pourraient être vives, car les pays asiatiques, principaux bailleurs de fonds de l'Amérique, ont les moyens de résister aux pressions de Washington, qui ne cesse de réclamer une réévaluation de leurs monnaies, jugées surcompétitives. Mais une forte baisse du dollar ne réglerait pas à elle seule les déséquilibres mondiaux, parce qu'elle aggraverait



Michel Aglietta, professeur à Paris X et conseiller scientifique du Cepii.

les difficultés chez les créanciers de l'Amérique. La meilleure solution consiste à promouvoir la croissance hors des Etats-Unis. En Europe, cela passe par une baisse des taux d'intérêt de la Banque centrale européenne, nécessaire pour contrebalancer la force de l'euro et casser le lien traditionnel entre les taux d'intérêt à long terme européens et américains, qui devront finir par remonter. Si Francfort ne fait pas ce travail, le potentiel de croissance de l'Europe continuera à s'affaiblir. C'est un climat propice aux tensions politiques, comme on l'a vu à l'occasion des controverses à propos du pacte de stabilité. ”

reviendrait à faire payer au seul groupe de distribution Wal-Mart, gros client des usines de delta de la rivière des Perles, un impôt supplémentaire de 4 milliards de dollars !

Un armistice monétaire est peu probable avant l'élection présidentielle de novembre. Reçu à la Maison-Blanche par George W. Bush, le Premier ministre chinois Wen Jiabao a reconnu qu'il y avait « un problème ». « Les autorités chinoises entendent bien s'orienter vers un taux de change plus flexible, mais à un rythme prudent qui dépendra de l'évolution de réformes plus larges visant à assainir le secteur bancaire et à développer les marchés de capitaux », analysent les experts de l'OCDE. Quant au Japon, il fera tout pour éviter une flambée du yen qui replongerait l'archipel dans la récession, comme en 1995. C'est donc l'euro qui risque de faire les frais de la course à la monnaie la plus faible, puisque la Banque centrale européenne refuse d'intervenir pour le stabiliser à des niveaux qui ne pénalisent pas nos exportateurs.

4. Le retour de la tentation protectionniste

C'est l'autre versant de la guerre des monnaies : le protectionnisme refait surface. En dix-huit mois, l'administration Bush a décidé de surtaxer à l'importation l'acier

européen, le bois de construction canadien et le textile chinois. La grande conférence de l'Organisation mondiale du commerce à Cancun a échoué. Et même si Washington a dû reculer face à Bruxelles, le mal est fait. « Nous sommes irrités que, pour des raisons de politique intérieure, les signes d'un retour du protectionnisme se multiplient aux Etats-Unis », regrette-t-on à la Fédération allemande de l'industrie.

Car c'est bel et bien pour se faire réélire en novembre prochain que George W. Bush s'est engagé dans une série de bras de fer commerciaux censés préserver le travail des Américains. L'emploi est la seule priorité de la Maison-Blanche. Depuis que l'ancien gouverneur du Texas a conquis Washington, l'industrie américaine a détruit 2,7 millions de jobs, contre 400 000 seulement sous les deux mandats de Bill Clinton. Dans le même temps, elle en a créé autant à l'étranger, pour profiter de coûts de main-d'œuvre imbattables. L'équipementier sportif Nike, par exemple, réalise une grosse moitié de son chiffre d'affaires aux Etats-Unis, mais à peine 15 % de ses produits y sont fabriqués. Et il n'est pas le seul. Résultat : les Américains consomment, en proportion de la production nationale, trois plus de marchandises importées qu'en 1980.

Or, face aux fermetures d'usines, plus un homme politique en vue outre-Atlantique n'ose se prononcer publiquement en faveur du libre-échange : le libéral Cato Institute n'a recensé que quinze représentants et vingt-deux sénateurs prêts à le faire ! Et qu'importe s'il s'agit de



Les destructions d'emplois s'accroissent dans l'industrie américaine, comme ici dans le coton. L'Oncle Sam menace de taxer le textile chinois pour protéger sa filière.

pure démagogie : le sauvetage d'un emploi grâce à des mesures protectionnistes revient de trois à dix fois plus cher que le salaire annuel du salarié préservé !

En attendant, c'est le dollar qui risque de trinquer. « Toute mesure protectionniste est perçue comme un signe de désarroi de l'administration américaine », explique Antoine Brunet, chef économiste de marché à la Banque HSBC-CCF.

Malheureusement, le débat ne fait sans doute que commencer, et pourrait même gagner l'Europe occidentale. « Le vrai problème, aux Etats-Unis comme en Europe, est l'obsolescence des vieilles industries comme l'acier, le textile ou demain l'automobile, explique Patrick Artus, le directeur des études économiques de CDC Ixis. Elles ne montent pas assez vite en gamme et en productivité pour résister à la concurrence asiatique ou à la tentation des entreprises occidentales de se délocaliser massivement. » Detlef Kotte, le chef économiste de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement, conclut sur une note alarmiste : « Il ne faut pas exclure une poussée de mécontentement générale à l'égard de la mondialisation et du libéralisme. » Surtout dans un climat international tendu. **Emmanuel Lechypre**

“ La Chine est un bouc émissaire commode pour les Etats-Unis

Si le protectionnisme revient sur le devant de la scène, c'est parce que George W. Bush a décidé d'en faire le thème principal de la campagne électorale pour la présidentielle. C'est tellement plus simple d'imputer à d'autres pays les difficultés de l'industrie américaine ! La Chine est un bouc émissaire commode, accusé d'inonder les Etats-Unis de ses produits et de voler des emplois grâce à sa monnaie sous-évaluée. En réalité, l'Amérique accumule des déficits commer-

ciaux avec toutes les grandes zones de la planète, et les délocalisations ne sont pas un phénomène nouveau. Le vrai problème, c'est que pour la première fois depuis la grande dépression des années 30, les Etats-Unis ont détruit des emplois pendant les quatre ans que dure un mandat présidentiel. Reste que le protectionnisme n'est pas



Stephan Richter, directeur du « think tank » américain **The Globalist.**

une tentation passagère à Washington. Il est presque devenu structurel. L'administration de George W. Bush n'apprécie guère les discussions multilatérales, comme celles de l'Organisation mondiale du commerce, et préfère multiplier les négociations bilatérales dans lesquelles elle peut mieux imposer la puissance de l'Amérique. ”

43 Vibrez



Au cœur de votre réseau, nos solutions de traitement de l'image permettent de partager et de concrétiser vos idées. De A à Z.

How well do you share?*

RICOH
Image Communication

*Et vous, vos idées, vous les partagez comment ?

Retrouvez les solutions **Afficio** sur notre site ricoh.com.

